

Macron, chou chou d'Al-Qaeda ?



Le logo de l'hebdomadaire jihadiste en ligne d'al-Qaeda, al-Masra

Sous le titre « Un des candidats les plus en vue aux présidentielles françaises avoue : « Oui, nous avons commis « des crimes contre l'humanité » en Algérie », l'hebdomadaire en ligne d'al-Qaeda de la péninsule arabique (qui paraît à Hadramaout, une des subdivisions du Yémen sous occupation d'al-Qaeda) consacre dans son numéro 41 un [article sur trois colonnes](#) à Emmanuel Macron. Cet article relate sa visite en Algérie de février 2017 et ses déclarations tonitruantes sur la colonisation française de l'Algérie qui, pour lui, fut «un crime contre l'humanité et une vraie barbarie ».

Cette affirmation, pour un prétendant à la magistrature suprême, et de surcroît dépourvu de toute légitimité pour présenter des excuses au nom de la France et du peuple français, est un dénigrement de l'histoire de la France et une

accusation portée contre le peuple français. En mettant l'accent sur les déclarations de Macron en Algérie, al-Qaeda adouba-t-il indirectement ce candidat anti-France ?

Par delà ces déclarations, le candidat Macron est allé sans aucun doute en Algérie quêmander le soutien de sa candidature par les franco-algériens résidant en France. On ne sait que trop, par exemple, que les musulmans français « de papier » ont voté en 2012 à 94% pour le candidat Hollande, que 90% des Tunisiens résidant en France ont voté aux élections tunisiennes pour les Frères Musulmans, les islamistes d'al-Nahda. Les 8 à 10 millions de musulmans, qui, certes, ne prêtent allégeance qu'à l'oumma musulmane et à leur pays d'origine, se presseront pour influencer sur les élections présidentielles françaises. La France, pour eux, n'est qu'une vache à lait nourricière en aides sociales de tous genres. Qu'a consenti Macron à l'Algérie pour qu'elle influence les Algériens de France à voter pour lui ? En agissant de la sorte, Il reconnaît ainsi implicitement le droit de l'Algérie et des autres Etats du Maghreb à s'immiscer dans les affaires intérieures de la France par le contrôle de leurs diasporas.

Reste-t-il en France des électeurs pour aller voter pour le chef du mouvement « En marche » qui veut parvenir au pouvoir, coûte que coûte, par les voix inspirées de l'étranger ? Le mouvement d'Emmanuel Macron devient un mouvement sans racines et tous azimuts comme le fut autrefois le Parti Communiste de Maurice Thorez qui fut qualifié de « parti de l'étranger ». Se faire élire à la présidence de la République grâce à ce type de vote sous influence étrangère est inacceptable dans notre démocratie.

Nous vous présentons ci-après la traduction de l'article d'al-Qaeda, pour appuyer la vidéo de Maxime Lepante.

Un des candidats les plus en vue aux présidentielles

françaises

*avoue : « Oui, nous avons commis « des crimes
contre l'humanité » en Algérie »*

**أحد أبرز مرشحي الرئاسة الفرنسية يقر
نعم ارتكبنا « جرائم ضد الإنسانية » بالجزائر**

Emmanuel Macron, un des candidats les plus en vue à la présidence française, a décrit, au soir du mercredi 15 février 2017, la colonisation de l'Algérie (1830-1962) par son pays comme « *un crime contre l'humanité* », dans une démarche sans précédent pour un homme politique de son niveau, ce qui a entraîné une polémique à Paris.

Cette déclaration est intervenue lors d'un entretien de Macron, qui est un candidat indépendant et ancien ministre de l'économie (2014-2016), sur une chaîne satellitaire privée, « *al-Shourouk news* », lors de sa visite en Algérie où il a eu des entretiens avec des hauts responsables pour chercher un soutien électoral.

Le candidat à la présidence a dit : « *Le colonialisme fait partie de l'histoire française..., c'est un crime et un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant nos excuses à ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes* ». Puis, il a poursuivi en disant « *ne pas vouloir balayer tout ce passé* ». « *La France a importé la déclaration des droits de l'homme en Algérie mais elle a oublié de la lire* » (une expression au sens figuré qui signifie le non-respect de son contenu).

Une position sans précédent

Selon Macron, « reconnaître l'existence de ces crimes ne doit pas nous conduire à faire porter les responsabilités ou à impliquer car, en partant de cela, il ne sera plus possible de construire quelque chose ».

L'Algérie réclame, depuis son indépendance en 1962, officiellement et par son peuple, une excuse officielle de la France pour « ses crimes » colonialistes alors que les autorités à Paris disent que des descendants ne peuvent s'excuser de ce qu'ont pu commettre leurs pères et leurs aïeux.

Cette déclaration de Macron, que les sondages placent comme celui qui a le plus de chance dans la course à la présidence, est considérée comme une position sans précédent pour un homme politique de ce niveau.

Polémique en France

Ces déclarations ont entraîné une polémique mercredi soir en France. François Fillon, du parti de droite Les Républicains, son challenger pour les élections, a commenté ces déclarations en disant : « M. Macron a eu l'audace de qualifier la colonisation de crime de guerre ... cette repentance permanente est indigne ».

De son côté, un dirigeant du même parti, Gérald Darmanin, a déclaré dans un tweet « Honte à Macron qui, de l'étranger, insulte la France. »

Dans un tweet, Macron a répondu à cette vague de critiques : « Stop aux divisions sur ces sujets... Je ne suis ni dans la culpabilisation ni dans la dramatisation ».

Macron, que les sondages d'opinion dans son pays placent en favori pour emporter la course à la présidence dont le 1^{er} tour est en avril, se présente pour incarner une alternance aux courants de droite et de gauche dans le pays.

L'homme politique a refusé de se présenter au nom du parti socialiste et est entré en lice comme concurrent indépendant après avoir constitué un mouvement appelé « En marche ».

L'Algérie possède l'une des plus grandes diasporas en France selon les chiffres officiels annoncés en 2016 par l'ancien ambassadeur d'Algérie à Washington Amar Bendjemaa: « *Il y a, là-bas [en France] plus d'un million de Français d'origine algérienne qui, actuellement, sont concernés par ces élections* ».

Traduit de l'arabe par

Bernard Dick

Au 13/04/2017 : nombre d'attaques terroristes islamiques mortelles :

